

Grain de Sable n° 544

15 mars 2006

CHIKUNGUNYA

1.- CHIKUNGUNYA : IL EXISTE UN TRAITEMENT

Une lettre d'une conseillère municipale de Nice expliquant qu'il existe un traitement simple, efficace et presque gratuit, le chlorure de magnésium, qui marche fort bien pour les maladies à virus (avis à ceux qui ont la grippe) et un message des apiculteurs réunionnais sur les conséquences environnementales des pulvérisations massives d'insecticides.
Message envoyé à la Réunion par Marie Billi, conseillère municipale communiste à Nice. (m.billi@giraudi.com)

2.- LA STRATEGIE DE L'UNION EUROPEENNE EN AMERIQUE LATINE

Séminaire organisé le 27 janvier au FSM de Caracas, par Denise Mendez avec la participation de Hugo Ruiz (Juriste CS Attac –FR) et Gabriela Rodriguez(Attac – Venezuela)

3.- JE REVIENDRAI ET JE SERAI DES MILLIONS... SPARTACUS

Deux mille soixante-douze années, avant ce jour ou deux avions à New York se sont écrasés, détruisant deux tours en béton un empire régnait sur l'homme, son nom vous le savez c'est Rome... Pendant des siècles sans partage, il écrasa tous les sauvages grâce à ses nombreuses légions, ce fut la civilisation !...

Ainsi débutent 1h40 de théâtre et de musique, une mise en scène et en octosyllabes des rapports entre maîtres du monde et esclaves...
L'Empire édifié par Rome comme préfiguration des rapports nord-sud d'aujourd'hui ?
Librement inspirée d'Howard Fast ou d'Astérix, la réponse proposée par la compagnie Jolie Môme se trouve dans ce spectacle d'actualité antique.
Je reviendrai et je serai des millions...
Spartacus

Théâtre La Belle Etoile - Du 25 mars au 16 avril 2006

Informations pratiques :
Je reviendrai et je serai des millions... Spartacus
La Belle Etoile, 14 rue Saint-Just, La plaine Saint-Denis
L'accès depuis la porte de la chapelle : 15 mn à pied ou 5 mn en bus 153, arrêt Eglise de La Plaine

du 25 mars au 16 avril 2006
Du jeudi au samedi à 20h30, les dimanche à 16h30. Ouverture des portes 1h avant. Restauration sur place. Le tarif : 16 euros. (10 euros pour qui ne peut pas en payer 16)
Les réservations sont conseillées au 01 49 98 39 20.
Le site internet : www.cie-joliemome.org
La compagnie jolie Môme est accueillie à la Belle Etoile par la ville de Saint Denis.

1.- CHIKUNGUNYA : IL EXISTE UN TRAITEMENT

Je prends la liberté de vous contacter en ces moments si difficiles pour vous, car je n'en peux plus d'assister impuissante aux informations catastrophiques sur ce sujet.
Sans doute aurez-vous du mal à le croire, mais un traitement rapide, efficace, économique, existe pour ce virus. Je l'utilise depuis plus de trente ans, à des fins personnelles et également en Afrique lors de missions, avec à chaque fois des résultats à la clé.
Il s'agit du CHLORURE DE MAGNESIUM, vendu en sachets de 20 g en pharmacie, sans ordonnance. En France le coût est de 1,20 € le sachet. Il suffit de le diluer dans un litre d'eau et de le boire le plus rapidement possible (c'est vraiment très mauvais au goût - prendre un jus de fruit derrière). Après quelques heures, vous irez aux toilettes (ne pas s'inquiéter) et juste après les bienfaits vont se faire sentir. En 12 heures, voire moins, on guérit de toutes les maladies virales, n'importe laquelle en fait car l'action du chlorure de magnésium est d'agir sur le système immunitaire, en augmentant de manière très très importante le nombre de globules blancs macrophages. Et c'est donc votre corps qui va lutter contre le virus, pas le médicament. Vu l'importance de cette maladie, il serait bien après cette prise de continuer à en boire un verre par jour pendant 20 jours.
Cette dose est pour un adulte ; il faut la diminuer pour les enfants (3 verres devraient suffire) et pour les bébés quelques cuillerées à café.
La seule restriction est pour les personnes gravement atteintes d'insuffisance rénale ; pour toutes les autres, aucune contre-indication.
S'il existe dans vos magasins diététiques du NIGARI c'est encore mieux et moins cher ! Il coûte chez nous 4 € le kilo et il suffit de 3 grosses cuillères à soupe par litre d'eau. Le Nigari est une algue du Japon qui contient 87 % de chlorure de magnésium naturel, extrait de la mer.
Je comprends votre perplexité et votre incrédulité, mais essayez-le. Des amis réunionnais l'ont déjà essayé et sont guéris.
Je suis conseillère municipale à Nice, vous pouvez me joindre au 04.93.98.55.72 le soir et au 00.377.93.10.42.42 les mardi – mercredi - jeudi en journée.

J'ai eu depuis de nombreuses réactions : des responsables politiques, des journalistes, des gens (qui l'ont pris et vont mieux alors qu'ils souffraient depuis des mois !). Mon fax est parait-il distribué de la main à la main dans les rues, dans les bureaux. On commence à manquer de chlorure et de Nigari.
Les médias commencent à s'emparer de l'information.
Dès la semaine prochaine, ça va bouger énormément à ce sujet car la Médecine classique et les autorités médicales et politiques vont être confrontées à des questions. Je pense que je vais devoir faire face à des attaques en règle car je me suis là attaquée au Pouvoir (pouvoir médical, pouvoir d'une certaine recherche, pouvoir des multinationales des médicaments).

Mais je suis sereine : j'ai agi en conscience et ce n'est qu'à ma conscience que j'ai des comptes à rendre. Je ne pouvais me taire face à ce désastre humain, sanitaire, écologique sans partager cette connaissance.

Marie Billi
m.billi@giraudi.com

Bis repetita ?

Vous savez qu'aux Antilles, après le cyclone Hugo de 1989, les planteurs de bananes (essentiellement, de gros agriculteurs béké) ont obtenu d'utiliser un insecticide interdit, le chlordécone pour lutter contre un ravageur.

Bilan : le chlordécone est un poison rémanent. Une bonne partie des sols de la Guadeloupe et de la Martinique sont impropres à l'agriculture pendant … plusieurs siècles.

Ile de la Réunion : Chikungunya et abeille
Envoyé par l'Union Nationale des Apiculteurs Français (UNAF)

- Pouvez-vous nous présenter en quelques lignes l'apiculture réunionnaise (nombre d'apiculteurs, nombre de ruches, récoltes, miels produits) ?

L'apiculture réunionnaise est essentiellement une activité de passionnés. On estime à un millier le nombre d'apiculteurs à la Réunion : 300 d'entre eux sont déclarés à la DSV, ce chiffre étant en constante augmentation, 30 sont pluri actifs et il y a 5 professionnels. Une coopérative regroupe une vingtaine de producteurs. La production est estimée à 150 T par an. Il y a deux grandes miellées : une en mars avril pour le baie rose (80% de la production) et une en juillet août pour le letchis (15% de la production). Les professionnels font du miel toute l'année sur d'autres ressources : miel de forêt, miel de raisins marron, miel d'eucalyptus.

- Suite à la prolifération des moustiques aedes albopictus, et à l'épidémie de Chikungunya dont ils sont les vecteurs, de gros moyens de désinsectisation ont été mis en oeuvre. Quelles seront les conséquences de ces traitements sur les abeilles, et plus largement sur la faune pollinisatrice ?

Catastrophique ! L'île est petite et le milieu urbain et périurbain, qui devrait être le seul traité contre les moustiques, est intimement mélangé au milieu rural. De plus l'aérologie diffuse très largement les produits dans les moindres recoins de l'île. Les premiers traitements mis en oeuvre l'ont été dans la précipitation et les produits utilisés, produit à très large spectre et avec des rémanences longues, ont eu des effets immédiats sur la faune pollinisatrice en général, sur la biodiversité très fragile et unique de l''île et sur toute la chaîne alimentaire plus particulièrement : les organophosphorés se stockant dans les graisses. On a assisté également à des bavures des équipes anti-vectorielles qui ont traité des zones naturelles et des ravines avec toutes les conséquences qu'il y a pu avoir sur la faune endémique et qu'il y aura sur le lagon.

- Quels sont les insecticides utilisés ?

Il y eu deux protocoles. Le premier a consisté a pulvériser deux organophosphorés : l'Abat 500 E (molécule temephos) pour la lutte larvicide et le Palluthion (molécule fénitrothion) pour la lutte alduticide. Le temephos étant insoluble dans l'eau et le fénitrothion étant extrêmement volatile (40% de son vol est dispersé dans l'air par le soleil). Le deuxième protocole, sous la pression de l'opinion et des forces vives, consiste à utiliser un bacille, le bti, pour la lutte larvicide (lutte biologique) et un pyréthrynoïde de synthèse, la deltamethrine sous le nom commercial, Aqua K-Othrine, à une doses de 1g/ha dans la lutte adulticide.

- On entend parler de l'emploi de fenitrothion pour lutter contre les moustiques vecteurs de la maladie de "l'homme courbé". Cet insecticide n'est-il pas interdit au Canada ? Pour quelles raisons ? Quels sont les risques liés à son utilisation ?

Le fenitrothion a été interdit au Canada dans le cadre des épandages massifs au dessus des forêts de sapins pour lutter contre la tordeuse. Les dégâts occasionnés aux pollinisateurs et les conséquences qu'engendrait leur extermination étaient largement supérieures aux résultats obtenus sur la tordeuse. Ce produit reste cependant largement utilisé dans le monde dans le cadre de la lutte antivectorielle. C'est un organophosphoré qui détruit tous les insectes et dont la rémanence

importante (4 semaines minimum) fait qu''il pollue largement les zones traitées. C'est de plus un produit extrêmement volatile (40% de son volume) et il doit être utilisé à des doses importantes pour être efficace. Mais le temephos utilisé dans le cadre de la lutte larvicide est bien plus dangereux. C'est en effet un produit non soluble dans l'eau mais soluble dans les graisses. On le retrouve donc dans le bout de chaîne alimentaire, stockée dans les graisses des prédateurs avec des dégâts rapides.

- Des études d'impact ont-elles été menées avant l'application des traitements ?

Aucune étude d'impact n'a été menée avant, ni aucune étude sur l'efficacité réelle des traitements. Sachant que ces produits sont utilisés dans le monde agricole et que des résistances chez les moustiques à ces produits apparaissent très souvent. On peut réellement se poser la question en terme d'efficacité. Actuellement le préfet a diligenté une étude d'impact à la DIREN, mais elle est longue à se mettre en place.

- Les autorités locales vous ont-elles adressé des recommandations particulières à observer durant la campagne de désinsectisation ?

C'est nous qui avons sollicité la préfecture pour qu'il y ait une prise en compte de la fragilité de la filière par rapport aux traitements mis en oeuvre. La présence de rucher est maintenant pris en compte et les zones de butinage des baies roses, la miellée en cours, ne seront pas traitées. Nous avons diffusé auprès des services de démoustication les emplacements des ruchers déclarés à la DSV. Les premiers retours montrent qu'il y a une attention particulière de la part des équipes à la présence des abeilles.

- Avez-vous déjà constaté des mortalités d'abeilles anormales ?

Dans la première phase du traitement nous avons constaté sur toute l'île des mortalités importantes d'abeilles devant les plateaux d'envol. Même lorsque les ruches étaient éloignées des zones de traitement. Actuellement, les conséquences sont plus pernicieuses car la deltamethrine, comme de nombreuses études l'ont démontré, est responsable de phénomènes sublétaux et on risque à terme de se retrouver devant les mêmes problèmes que face au Gaucho ou au Régent avec des baisses importantes de population d'abeilles.

- Bien que très affectée par l'épidémie, la population réunionnaise ne semble pas adhérer aux méthodes employées. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Réponse compliquée : la méfiance prévaut dans la population face aux autorités car le mensonge et les demi vérités semblaient être la ligne de conduite depuis le début. La population se sentant bafouée et pas entendue a, envers l'administration, développé un sentiment de suspicion légitime. De plus, au moins au début de la crise, les explications données étaient sommaires et l''adhésion des réunionnais à la lutte antivectorielle ne s'est pas faite.

- Existe-t-il d'autres moyens de lutter efficacement contre le chikungunya, tout en épargnant les abeilles et la faune pollinisatrice ?

L'essentiel de la lutte se fait contre les larves sous deux formes : la lutte mécanique par élimination des gîtes larvaires et larvicide par épandage d'un produit biologique le Bti (bacillus thuringiensis israelensis serotype H14). La lutte adulticide avec des insecticides n'a aucun sens en terme d'efficacité (lutte de dernier recours pour l'OMS).

- En cas d'intoxications graves et de perte de cheptel importante, quelles sont les aides prévues pour l'apiculture par les pouvoirs publics ?

Elles sont à l'étude mais ne pourront se faire que longtemps après les dégâts. Nous essayons donc d'anticiper.

- Pensez-vous qu'une catastrophe écologique soit à craindre, suite à l'utilisation massive de ces traitements chimiques ?

Elle est malheureusement en cours. Autant l'efficacité des produits n'est pas prouvée, autant les dégâts sur l'environnement sont déjà avérés.

Question subsidiaire : On n'a pas encore entendu parler d'éradication des oiseaux pour lutter contre la grippe aviaire. Comment expliquez-vous que l'éradication des moustiques et plus généralement des insectes pour lutter contre le Chikungunya, n'ait pas éveillé de doutes dans l'esprit des pouvoirs publics ?

Aucun entomologiste ne parle d'éradication du moustique mais de contrôle de population dans les zones urbaines où il est contact avec l'homme. C'est un moustique domestique à faible rayon d'action. Le terme éradication est utilisé par les politiques que comme effet d'annonce. La réalité actuelle et que, pour l'instant, au regard de l'explosion de l¹épidémie, on peut commencer à parler de totale inefficacité des moyens mis en oeuvre. Seule la lutte contre les larves a un sens.

Benoît Giraudet, Président et Eric Métas - contact Jean Lacube

2.- LA STRATEGIE DE l'UNION EUROPEENNE EN AMERIQUE LATINE

Séminaire organisé le 27 janvier au FSM de Caracas, par Denise Mendez avec la participation de Hugo Ruiz (Juriste CS Attac –FR) et Gabriela Rodriguez (Attac –Venezuela)

INTRODUCTION

Cette contribution vise à démonter 2 mythes qui ont encore la vie dure en Amérique Latine : le mythe du modèle social européen qui serait la base de l'intégration européenne et le mythe du bon capitalisme des transnationales européennes opposé au méchant capitalisme nord -américain .
Tous les documents stratégiques qui émanent de la Commission de Bruxelles , de l 'OCDE ou de la BID (banque inter-américaine de développement) sont empreints de la noblesse d'intention des Européens Le commerce s'efface derrière la coopération et le partenariat entre égaux (on voit bien par exemple le poids de Haiti ou Sainte Lucie dans ce partenariat entre égaux).Tel est le style du dernier document de programmation de la coopération régionale UE / AM-Lat, pour 2007/2013. Il prolonge la stratégie adoptée au IIIeme Sommet de Guadalajara en mai 2004 dont les objectifs officiels étaient : la cohésion sociale (lutte contre la pauvreté), l'intégration régionale latinoaméricaine sur le modèle de l'intégration européenne , et enfin une association bi-régionale Euro-latinoaméricaine . Plus franchement, Chris Patten le commissaire aux relations extérieures affirmait alors : « notre objectif est l'intégration du bloc régional latino-américain dans le monde occidental ». Il assurait aussi que cette intégration euro-latino américaine n'était pas incompatible avec la mise en place de l'ALCA (ZLEA) zone de libre échange des Amériques promue par les Etats Unis . Enfin Chris Patten affirmait que l'Union européenne mettait en oeuvre des mécanismes de coopération destinés à favoriser l'adoption du programme de libéralisation des échanges de l'OMC.

A la veille de ce IV eme Sommet des chefs d'Etat euro-latinoaméricains, le mythe de l'Europe sociale n'opère plus aussi aisément.

Au mois de mai dernier, Les Français et les Hollandais ont rejeté la constitution européenne(et c'est aussi l'opinion de la plupart des peuples) précisément parce que le modèle social europée a été remplacé par le modèle néolibéral dit social libéral. Les directives adoptées par la Commission , dont la célèbre directive Bolkestein contribuent les unes associées aux autres à enterrer le code du travail et les régimes de protection sociale.

La politique extérieure de l'Union européenne est consistante avec sa politique intérieure , consistante avec le consensus de Washington et la programmation des IFI.
Les pays du Sud détenteurs des principales réserves énergétiques et minières de la planète et de l'essentiel des réserves d'eau et des ressources de la biodiversité sont tenus de mettre leurs richesses à la disposition des transnationales du Nord qui détiennent les technologies et le capital.

L'Union européenne, comme les Etats Unis multiplie les traités bilatéraux et multilatéraux en particulier les TPPI (traités de promotion et protection de l'investissement) qui à travers le recours obligatoire à l'arbitrage du CIRDI (tribunal de la BM) garantissent aux transnationales des indemnisations gigantesques en cas de différend avec les Etats.

Les mythes sont atteints mais les stratèges européens disposent de moyens sophistiqués et puissants pour les faire perdurer.

LA SOPHISTICATION DE LA STRATEGIE EUROPENNE

Lorsque l'Union européenne a lancé sa stratégie en direction de l'Amérique Latine à partir du Sommet de Rio de Janeiro en 1999 elle l'a qualifié de « dialogue » et par un montage institutionnel complexe elle a mis en avant les principes de partenariat et de cooperation tandis que les traités commerciaux apparaissaient comme des appendices.

Les acteurs sont multiples et variés : institutionnels, entreprises, universités, think tanks, banques et également représentants de la société civile .

La Commission et les 15000 lobbyistes installés à Bruxelles qui, avec leurs cabinets juridiques fournissent la collaboration de leurs experts .
L'OCDE élabore des « programmes » de développement pour l'Amérique Latine orientant ainsi les investissements des entreprises européennes
La BID, la banque interaméricaine de développement collabore directement avec la Commission et avec les organisations sociales européennes et latino américaines, représentant la "société civile".
Le MEBF (Mercosur-european Union business forum) qui réunit les représentants des transnationales installées en Amérique Latine : Telefonica, LyOnnaise Suez, Repsol, Fiat , Renault, Volkswagen, Carrefour, Vivendi BASF etc. Ce forum permanent du patronat participe à l'élaboration des strategies des entreprises en Amérique Latine.
Au mois de mai prochain, à la veille du Sommet des chefs d'Etat se tiendra à Vienne le Premier Sommet euro - latinoaméricain des affaires organisé par la Chambre de Commerce de Vienne. Les invités d'honneur seront le Directeur de l'OMC Pascal Lamy, le président de la BID Luis Alberto Moreno, le ministre du commerce du Mexique Sergio Garcia de Alba, le président de la confédération des industriels de Sao Paolo, Paolo Skaf, et les intervenants traiteront de biotechnologies, télécommunications, services environnementaux etc

ALOP ; Association des organisations de promotion ; elle réunit des centaines d'associations et ONG (latino américaines et européennes) qui sont représentées à Bruxelles et reçoivent des subventions de la Commission.
C'est la BID qui entretient des rapports directs avec ALOP et organise et finance ses rencontres internationales , dont la prochaine aura lieu à Vienne un mois avant le Sommet des chefs d'Etat.
Selon les stratèges de l'UE, il s'agit d'associer la société civile latino américaine et européenne aux programmes de coopération et développement. Ces associations sont supposées permettre un rapprochement entre les populations et les institutionnels grâce à une meilleure connaissance du terrain et des besoins .

Le Sommet des chefs d'Etat couronne les forum des affaires tout en confirmant la série de programmes de coopération ; Al INVEST , soutien aux entreprises ; @LIS Informatique » ; ALFA éducation .
Aide à la prévention et réponse aux catastrophes naturelles.
Soutien financier aux cantines populaires de Buenos Aires
Soutien financier aux gamins de Bogota .
Soutien à la "protection écologique" au Chiapas

On voit que la coopération est un compose d'assistance technique et de programmes caritatifs.

REPONSE AUX INEGALITES PAR DES PROGRAMMES CARITATIFS

Le document de la Commission européenne DE JUIN 2002« Stratégie de l'Union européenne en Amérique Latine » contenait un chapitre spécial sur la « cohésion sociale » indiquant que l'UE faisait porter ses efforts en direction des populations les plus marginalisées et spécialement les Afro-américains et les Amérindiens. C'est dans ce cadre que la BID s'est vu confier en juillet août 2005 une enquête par voie électronique auprès des populations amérindiennes. Les questions posées portaient notamment sur l'attitude des populations à l'égard de l'exploitation des hydrocarbures et des mines se trouvant sur leur territoire.
Les réponses des peuples Indigènes ont été quelque peu déconcertantes pour les fonctionnaires de la Banque : presque unanimement, les populations amérindiennes refusent les modalités actuelles d'exploitation pétrolière et minière, de même que les programmes d'exploitation des ressources de la bio diversité tels qu'ils sont en cours .
Cependant, les responsables de la BID font savoir que la Banque " ne se trouve pas liée" par les résultats de cette consultation et surtout lorsque les populations expriment un refus des programmes. Les programmes seront mis en oeuvre dit –on "»pour le bien de ces populations ». Ainsi cette « consultation « qui prétendait être l'indicateur de l'esprit démocratique des Institutions de l'UE a prouvé qu'on se moque de la volonté des populations ; on prétend simplement qu'elles donnent leur aval aux décisions officielles.

LA PART DES AFFAIRES ET CELLE LA COOPERATION

Selon les directives de la Banque mondiale et les directives issues de la conférence de Monterrey, conférence de la CNUCED sur le financement du développement au cours de laquelle les pays du Nord se sont exonérés de responsabilité dans le sous-développement des pays du Sud ,la devise est désormais TRADE NOT AID . Les pays du sud doivent s'ouvrir au commerce et ne compter que sur les échanges internationaux pour se développer .

L'Union européenne applique la devise tout en affirmant sa solidarité envers les victimes de la fracture sociale.

L'aggravation de la pauvreté en Amérique Latine depuis la mise en oeuvre de l'ajustement structurel neolibéral montre la faillite du modèle exportateur et depuis 15 ans , les divers acteurs du mouvement social latinoaméricain associés au monde académique ont développé une critique lucide du modèle et envisagé des alternatives. La multiplication des soulèvements populaires a entraîné l'arrivée au pouvoir de dirigeants qui entendent corriger ou renverser le modèle dominant .

LE CONTRE SOMMET DE VIENNE ; ENLAZANDO ALTERNATIVAS

Tandis que les stratèges de l'UE et du Forum des affaires exploiteront la solennité du IV eme Sommet des Chefs d'Etat d'Europe et d'Amérique Latine , un autre événement aura lieu à Vienne . Le Contre-sommet des organisations sociales d'Europe et Amérique Latine ENLAZANDO ALTERNATIVAS . Relier les alternatives nées en Amériques Latines avec celles produites en Europe dansun double but : faire la lumière sur le rôle des transnationales en Amérique Latine , et montrer que les programmes de coopération ne répondent guère à leur prétendue finalité.

En ce sens il convient de rappeler que la société civile a dejà exprimé de vives critiques à l'égard de la stratégie de l'Union européenne en Amérique Latine .
Les organisations et ONG regroupées autour de ALOP, interlocuteur officiel de la Banque interaméricaine de développement avaient été réunies à PATZCUARO un mois avant le Sommet de Guadalajara en 2004, pour montrer que l'UE fait grand cas de la société civile . Or, surprise , la plupart de ces associations et ONG ont refusé de servir de caution populaire aux décisions des « experts » . Elles ont émis une déclaration qui critique violamment les procédés de l'UE .

1- Ces associations refusent de jouer le rôle d'invités de pierre dans les négociations euro-latino américaines
2-elles réclament le droit d'être informées des négociations et le droit d'intervenir dans les processus de décisions
3- elles exigent la renégociation de la dette externe et la constitution d'un tribunal international d'arbitrage
4-elles exigent l'autonomie des Etats en matière d'orientation de l'économie
5 -elles exigent une réforme agraire
6- elles exigent l'application du pacte des Nations Unies sur les droits économiques et sociaux.

Cette rébellion de la part d'organisations de la société civile reconnues et parfois subventionnées par l'UE et la BID est un indice de l'effondrement du mythe démocratique dont s'enveloppe la Commission de Bruxelles.

Ainsi, les organisations sociales indépendantes des organismes de l'UE, on-t elles de plus fortes raisons de critiquer la stratégie de l'UE . Sur cette base,. les liens entre organisations sociales européennes et latino-américaines se sont multipliés jusqu' à permettre d'organiser à Vienne un Contre sommet .

Ce contre sommet aura la forme de plusieurs séminaires ayant les objectifs suivants :

- Montrer que la stratégie néolibérale de l'UE en Amérique latine est destinée à créer le cadre politique et juridique favorisant l'exploitation des ressources du continent (par le truchement des TPPI (traités de protection et promotion de l'investissement)

- Montrer les effets négatifs des traités de libre échange existants

- Montrer que les traités euro latinoaméricains font obstacle à l'intégration régionale des pays d'Amérique Latine

- Montrer que l'attention portée aux populations Amérindiennes vise surtout le territoire qu'elles occupent , qui contient l'essentiel des ressources énergétiques et des richesses de la bio diversité (la preuve en est que la BID refuse de tenir compte du refus des populations s'opposant à l'exploitation pétrolière de leur région)

Au cours de ce contre-sommet se tiendra un Tribunal des Peuples devant lequel seront mises en accusation certaines transnationale européennes en raison de violations des droits humains, droit syndical, droit environnemental et autres délits ou parfois crimes commis en Amérique Latine.

Ce contre sommet de Vienne vise à renforcer les échanges d'expériences entre mouvements sociaux des deux continents, unir leurs résistances face aux transnationales qui exploitent et asservissent les salariés des deux continents . Il vise à dénoncer les Institutions de l'UE qui cautionnent ces entreprises et créent le cadre politique qui les met à l'abri de la révolte populaire .

Denise Mendez. février 2006

PS : Les Interventions de Hugo Ruiz sur les TPPI et de Gabriela Rodriguez sur l'ALBA , seront rapportées par la suite.